



n°25, mai 2010

Jean-François Bayart

Directeur de recherche au CNRS (SciencesPo-CERI)

**Fausse frayeurs, vraies erreurs,  
ou comment « perdre la Turquie »**

Après avoir snobé la Turquie, l'Europe s'inquiète maintenant de la voir s'éloigner. Elle discerne dans l'activisme d'Ankara au Proche et au Moyen-Orient une stratégie de substitution par rapport à l'adhésion à l'Union européenne. Elle impute au musulman Tayyip Erdogan des visées « néo-ottomanes ». Ce faisant, elle continue de ne rien comprendre au film. Ankara n'a nullement renoncé à rejoindre l'Union européenne bien que celle-ci soit aujourd'hui moins désirable qu'il y a quelques années, et que les rebuffades infligées à l'opinion publique turque aient incontestablement douché son europhilie. L'AKP ne cherche pas dans le monde arabo-musulman, dans le Caucase ou en Asie centrale un champ de compensation, ni même une monnaie d'échange avec Bruxelles. Il assume la puissance politique et économique d'un pays émergent, moins fort de son passé historique que de son dynamisme actuel et de ses potentialités. Il reprend à son compte des choix que Turgut Özal et les industriels avaient déjà faits dans les années 1980 et que la chute de l'Empire soviétique avait permis d'amplifier, en même temps que la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988), celle du Koweït (1990-1991) et l'endiguement de Saddam Hussein les avaient contrariés. La Turquie est dans un rôle déjà ancien quand elle se pose en médiatrice entre Israël, qu'elle avait reconnu dès sa création, et les pays arabo-musulmans.

Un élément nouveau est qu'elle a surmonté ses principaux contentieux avec la Grèce et la Syrie, et qu'elle est peut-être en passe de le faire avec l'Arménie. Un autre facteur inédit est la détermination quasi suicidaire avec laquelle Israël s'aliène son principal allié dans la région, en dépit de la coopération militaire qui le lie à lui depuis 1996. Enfin, la Turquie est désormais la

quinzième économie mondiale, dont les taux de croissance oscillent, bon an mal an, entre 5 % et 10 % et qui entend trouver des marchés à sa mesure.

Pour autant, son rôle régional n'a rien de « néo-ottoman », comme se plaisent à le dire, par facilité orientaliste, nombre de commentateurs ou d'hommes politiques ouest-européens. Il s'inscrit dans le contexte d'un système d'Etats-nations qui est en effet issu du démantèlement de l'Empire ottoman et de l'empire des Habsbourg, puis de la dissolution des empires coloniaux, mais qui précisément se situe aux antipodes d'un monde impérial. Ankara avait déjà fait clairement savoir, pendant les guerres balkaniques des années 1990, que le passé ottoman était révolu et que même la Macédoine ne faisait pas partie de ses nécessités stratégiques. Par ailleurs, la Turquie joue désormais à l'échelle « globale », comme l'ont montré les visites respectives d'Abdullah Gül en Afrique et de Tayyip Erdogan en Amérique latine.

En revanche, l'Union européenne court deux autres dangers à force de tenir à distance Ankara. Le premier serait d'éviter le processus d'adhésion de toute crédibilité et de ne laisser à la Turquie que la stratégie du *free rider*, soucieux de ses seuls intérêts, dont le nationalisme solipsiste et nucléaire serait l'expression, et qui trouverait dans la Russie de Poutine ou l'Iran d'Ahmadinejad ses interlocuteurs naturels. D'ores et déjà, le rapprochement avec Moscou et Téhéran est impressionnant. Le second risque est de pousser Ankara dans le camp des pays émergents que tente une nouvelle forme de non-alignement. Le camouflet que les Occidentaux ont administré à Erdogan et à Lula après l'accord de Téhéran au sujet du nucléaire iranien, en lui refusant toute pertinence et en faisant passer devant le Conseil de sécurité un train supplémentaire de sanctions, est une erreur historique. Car la Turquie et le Brésil négociaient depuis l'été avec leurs encouragements, notamment ceux de l'administration Obama, désireuse de trouver par petits pas une issue diplomatique au contentieux avec la République islamique, et de Nicolas Sarkozy, prêt à troquer Clotilde Reiss contre un plat d'uranium. Voudrait-on rendre enragés Lula et Erdogan, et faire d'Ahmadinejad le Mossadegh de l'atome, que l'on ne s'y prendrait pas autrement.